

**Intervention du président du Conseil européen, M. José M. Aznar,
lors de la réunion inaugurale de la Convention sur l'avenir de l'Europe
Bruxelles, 28.2.2002**

Monsieur le président du Parlement,
Monsieur le président de la Commission,
Monsieur le président de la Convention,
Mesdames, Messieurs,

C'est aujourd'hui que la Convention entame ses travaux en vue de concrétiser l'accord auquel est parvenu le Conseil européen de Laeken de préparer, d'une manière aussi large et aussi transparente que possible, la prochaine conférence intergouvernementale.

Aujourd'hui, comme prévu dans la déclaration de Laeken, nous inaugurons solennellement la Convention, que préside Valéry Giscard d'Estaing, en raison de l'énorme prestige que lui a valu une carrière politique aussi remplie que la sienne.

Tous ici pouvez imaginer sans peine la satisfaction que ressent celui qui est appelé à prononcer ces mots. C'est le cas aussi de la présidence espagnole.

Nous restons à la disposition du président Giscard d'Estaing, des vice-présidents Amato et Dehaene et de tous les membres de la convention pour contribuer, autant que faire se peut, à ce que votre mission atteigne l'objectif proposé, dans les délais prévus.

Mesdames, Messieurs,

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est qu'il y a eu Nice. A Nice a été dégagé un accord laborieux sur les réformes institutionnelles qui devaient nécessairement accompagner l'élargissement et qui préparent l'Union du futur.

Le traité de Nice répondait à une réalité qui s'imposait à tous, la réunification du continent, et son approbation a été possible grâce aux efforts et à l'habileté de la présidence française.

Ensuite, les chefs d'État et de gouvernement ont convoqué la convention qui commence aujourd'hui, conscients de ce que la nouvelle étape exige des formes nouvelles de fonctionnement et de délibération pour continuer à faire "plus d'Europe", comme le dit le thème de la présidence espagnole de ce semestre.

Mesdames, Messieurs,

L'unité européenne réalisée à ce jour est la victoire d'une expérience sans équivalent dans l'histoire. A n'en pas douter, notre union repose aujourd'hui sur les politiques communes et les fondements solides d'un marché et d'une monnaie uniques. Je ne partage donc pas l'opinion de ceux qui croient déceler une crise existentielle dans le processus d'intégration.

Cette prétendue crise coïncide au contraire avec une phase particulièrement dynamique du processus d'unification, comme l'attestent la rapidité avec laquelle l'euro a été mis en circulation, les progrès rapides enregistrés dans le nouvel espace de liberté, de sécurité et de justice, les premiers pas concrets d'une politique commune de défense ou l'impulsion donnée au processus de modernisation et de réforme économique et sociale. Cette convention profite elle aussi de ce dynamisme, comme tout le processus d'élargissement et de réunification de l'Europe.

Il se fait toutefois que la situation mondiale exige que l'Union accélère sa marche en avant. Un illustre penseur européen, l'espagnol Ortega y Gasset, réclamait l'unité des États européens pour contrer le nationalisme et le risque de déclin de cette région du monde appelée l'Europe. À cet égard, les Européens d'aujourd'hui doivent être conscients qu'il est urgent de redéfinir le rôle de l'Europe dans un monde profondément transformé au passage d'un siècle à l'autre.

Soyons cependant conscients que c'est grâce à nos succès que nous pouvons aujourd'hui affronter des défis plus ambitieux. Je crois que nous ne pourrions atteindre les nouveaux objectifs que si notre premier souci est de poursuivre la consolidation du projet européen.

Cette tâche n'est pas, comme on pourrait le croire, facile et n'a rien à voir non plus avec le conservatisme ou, si l'on préfère, le conformisme. Elle implique que l'on développe et affine deux idées fondamentales du processus d'intégration.

La première est que notre avenir dépend de l'équilibre entre l'unité culturelle profonde de l'Europe et son évidente diversité historique. L'Europe politique de demain doit s'inscrire dans un cadre constitutionnel pluraliste, respectueux de la diversité des systèmes de ses États membres.

Ce que la déclaration de Laeken appelle "la voie vers une constitution pour les citoyens européens", c'est le développement d'un droit, le droit communautaire.

Le second principe de l'intégration européenne est la prise en charge progressive, par l'Union, de politiques qui jusqu'à présent, relevaient de la sphère exclusive des États.

Conjuguer une meilleure répartition et une définition plus claire des compétences dans l'Union européenne n'est à coup sûr pas une tâche facile, puisque nous devons être capables d'offrir des formules et des solutions qui apportent une amélioration réelle dans la vie quotidienne de tous les Européens.

Je ne doute pas que nous devions clarifier et mieux délimiter les compétences si nous voulons définir ce que nous souhaitons faire ensemble, afin que le citoyen perçoive plus aisément qui fait quoi dans l'Union et puisse, de cette manière, demander des comptes.

Mais cet exercice ne devrait pas se traduire par une régression dans le projet européen déjà réalisé et consolidé.

Nous devons continuer à faire ensemble ce que nous avons fait ensemble jusqu'à présent et qui en outre a apporté, au-delà de toute attente, une amélioration du niveau de vie qui a profité à l'ensemble de l'Europe.

La mise en circulation de l'euro doit être quant à elle un point de départ, et non un point d'arrivée. Ce pari d'une importance capitale, que nous avons gagné récemment, doit orienter notre action vers les domaines dans lesquels, les citoyens - et la communauté internationale - attendent une action plus résolue de l'Union: l'approfondissement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice; la modernisation du modèle social européen pour réaliser le plein emploi, et la mise en place d'une véritable politique extérieure et de défense commune.

Mesdames, Messieurs,

L'intégration européenne n'est pas une fin en soi; elle est un moyen au service des valeurs les plus positives de la culture européenne: droits fondamentaux pour tous, sans discrimination, démocraties pluralistes, prospérité partagée et concurrence dans le domaine économique.

Le grand objectif qui doit inspirer les travaux de cette Convention est l'élaboration, pour l'Europe, d'un projet viable et efficace.

Une Europe dans laquelle tous les citoyens puissent récolter les fruits, dans des conditions égales, du marché intérieur, de la monnaie unique et du modèle social européen.

En dépit des importants progrès réalisés, la distance à parcourir reste longue. Seul un calendrier de projets et de réalisations concrètes permettra aux citoyens de se retrouver dans l'édification d'une union politique. Si l'Union a un avenir, et je suis pleinement convaincu qu'elle en a un, il faut que les Européens y croient vraiment, appuient ce projet et en aient une perception positive.

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous dire la grande confiance que le Conseil européen, et moi personnellement, avons placée dans cette Convention et son Président. Les personnalités importantes et prestigieuses qui participent à ces travaux sont innombrables.

Je ne doute pas un instant que la Convention et son Président sauront répondre aux attentes des Européens en se concentrant sur les questions qui préoccupent véritablement nos citoyens.

Le succès de cette Convention dépendra de leur capacité à se montrer réceptifs aux inquiétudes et aux attentes que la société exprimera, notamment, dans les différents débats nationaux et le Forum civil européen, dont les contributions alimenteront les débats de la Convention.

Pour que les travaux de la Convention se déroulent de manière ordonnée et efficace, il est fondamental, d'une part, de maintenir une synergie avec le Conseil européen, puisque c'est à cette institution qu'il incombe d'adopter les décisions définitives sur la réforme des Traités, et, d'autre part, il est d'une importance capitale de respecter la durée prévue des travaux de la Convention.

Ce n'est que de cette manière que la Conférence intergouvernementale pourra élaborer un nouveau traité dans un délai court, ce qui serait assurément souhaitable.

Le défi que doit relever cette Convention va au-delà de la tâche, exigeante et difficile, consistant à préparer les réformes. Il s'agit en outre de confirmer la validité d'une méthode déjà utilisée pour l'élaboration de la Charte européenne des droits fondamentaux.

La consolidation de ce modèle constituerait un pas d'une importance énorme dans la nécessaire évolution du système établi pour la prise de décision et ne sera pas le moindre mérite de la Convention si elle parvient à formuler des propositions de nature à consolider le projet européen , à approfondir l'intégration et à progresser dans le processus de constitutionalisation de l'Union européenne.

Je souhaite terminer en félicitant tous les membres de la Convention pour l'honneur qui s'attache à la haute responsabilité qu'ils ont prise et en leur disant mon souhait de voir leurs efforts récompensés par le succès.
